

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 01/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VERRERIE de ST JUST

BP 103 LA VERRERIE
42170 ST JUST ST RAMBERT

Références : UID4243-EAR-22-412-RAP
Code AIOT : 0006103490

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/09/2022 dans l'établissement VERRERIE de ST JUST implanté BP 103 42170 ST JUST ST RAMBERT. L'inspection a été annoncée le 30/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection reprend les suites de l'inspection de 2018 dans le cadre de l'arrêté d'autorisation de 2007, complété par arrêtés préfectoraux de 2010 et 2016.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERRERIE de ST JUST
- BP 103 42170 ST JUST ST RAMBERT
- Code AIOT : 0006103490
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La verrerie de St Just est une société faisant partie de l'entité SAINT GOBAIN GLASS du groupe SAINT GOBAIN. Cet établissement occupe plus de 4 hectares de terrain et compte actuellement 35 personnes.

Le site d'activité concerné a vu le jour en 1826. A l'origine, il s'agissait d'une bouteillerie (fabrication de bouteilles champenoises). Dès 1865, l'exploitant abandonne cette production de bouteilles pour se spécialiser dans le verre de couleur, soufflé à la bouche et notamment l'élaboration de vitraux. En 1949, le premier four de verre étiré est mis en place et en 1983 la verrerie devient une filiale du groupe St Gobain.

Le site est spécialisé dans la fabrication de "verre étiré" (capacité de fusion de 10 t/j), de "verre soufflé" (capacité de 4 t/j) et de "fritte de coloration" (3,8 t/j).

L'atelier de verre soufflé se compose de 3 fours pour la fabrication de verres soufflés de couleur + 1 four qui occupe la fonction de conception de vert clair à transparent. La fusion simultanée de plusieurs types de verre (coloré et blanc) constitue le quotidien de l'usine.

Le verre est ensuite fendu puis étiré pour réaliser des « feuilles » de verre uniques destinées à des verriers d'art.

Des agents affinants sont utilisés (dont sulfate de sodium ; trioxyde d'antimoine). Les agents stabilisants sont de la dolomie, des feldspaths, de la néphéline, du calcaire ou du carbonate de baryum.

La société réalise une coloration du verre dite "en bassin", c'est à dire en mélangeant les oxydes à l'état pur avec le mélange vitrifiable directement pendant la fusion.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Etude technico-économique (ETE) Eau de refroidissement
- Produits chimiques (nomenclature/régime ; stockage)
- Rejets atmosphériques
- Autosurveillance des eaux
- Risques accidentels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etude technico-économique Eau de refroidissement	AP complémentaire du 31/05/2010, article 10.1.1	Inspection du 19/04/2018 Constat n°1	Sans objet
3	Contrôle des rejets atmosphériques	AP complémentaire du 31/05/2010, article 4	Inspection du 19/04/2018 Constat n°3	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Stockage d'oxyde de Nickel	AP Complémentaire du 31/05/2010, article 2	Inspection du 19/04/2018 Constat n°2	Sans objet
4	Autosurveillance Eaux	AP complémentaire du 02/12/2016, article 3	Inspection du 19/04/2018 Constat n°4	Sans objet
5	Gestion et stockage de déchets – eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 05/10/2007, article 4.3.9	Inspection du 19/04/2018 Constat n°5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Conditions de stockage des produits	Arrêté Préfectoral du 02/10/2007, article 7.5	Inspection du 19/04/2018 Observation complémentaire	Sans objet
7	Gestion du risque accidentel - consignes générales d'intervention	Arrêté Préfectoral du 05/10/2007, article 7.6.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les trois points principaux d'attention nécessitant des retours de l'exploitant sont la production d'une Etude Technico-Economique concernant la mise en circuit fermé des eaux de refroidissement (constat n°1), le positionnement au titre de la rubrique 4711 (constat n°2) et les valeurs constatées de débits au point de mesure des rejets atmosphériques de la cheminée 1 (constat n°3).

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2010, article 10.1.1
Thème(s) : Risques chroniques ; suite de devis d'ETE du 12/10/18 (ARCADIS)
Point de contrôle déjà contrôlé : Inspection du 19/04/2018 - Constat n °1
<p>Prescription contrôlée : Une étude technico-économique sera réalisée sous 6 mois démontrant l'impossibilité de procéder à une mise en circuit fermé totale des eaux de refroidissement.</p> <p>Constats : Il est tout d'abord indiqué que, en termes de : <ul style="list-style-type: none"> - métrologie, seules les consommations entrantes sont comptabilisées ; celles de sortie, avec restitution au milieu, ne font pas l'objet d'un suivi ; - usage, la totalité des volumes consommés sert pour des opérations de refroidissement ; - pompage, le site est doté d'une unité principale, secourue le cas échéant par une seconde ; les caractéristiques de débit (nominal ; maximum) de l'installation de secours ne sont cependant pas connues afin d'apprécier les éventuelles variations de consommation au regard de l'unité principale. <p>1/ Les consommations rapportées sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - pour 2018 / 26 000 m3 ; - 2019 / 27 000 m3 ; - 2020 / 11 480 m3 (<i>non représentatif au regard de la crise sanitaire</i>) ; - 2021 / 18 000 m3. <p>Etant précisé que : <ul style="list-style-type: none"> - le site dispose de compteurs divisionnaires de consommations par secteurs de production (pourvus d'attestation par des opérateurs extérieurs) ; - la baisse de consommations constatée est liée à la diminution sensible d'activité de la production de frites. <p>2/ Les perspectives annoncées consistant à " <i>réaliser des modifications pour réutiliser les eaux de refroidissement d'un secteur d'activité dans un autre secteur proche</i>" n'ont pas donné lieu à des suites opérationnelles ; en effet, l'utilisation des eaux récupérées des bacs verriers engendre des problèmes de qualité (rayures) sur les produits finis à l'étape de polissage.</p> <p>3/ L'amorce de travaux pour la production de l'étude technico-économique (ETE) prescrite, après réception d'un devis (17 k€ HT) par ARCADIS (v. 12/10/2018), n'a pas donné lieu à des suites, ni par ce tiers, ni en propre.</p> <p>4/ Il a été précédemment indiqué : "<i>une limitation de consommation serait nécessaire, nous avons notre château d'eau et un puits naturel qui nous permet de tenir 2 à 3 jours en conditions normales. Ces conditions pourraient être modifiées (mise en veille d'activité) ponctuellement si l'approvisionnement en eau devenait difficile</i>". Il est confirmé que ce volet sécheresse a été intégré aux conduites d'activité du site.</p> <p>Observations : Une étude technico-économique (ETE) aurait dû initialement être réalisée durant le premier semestre 2016. Ainsi, la production de cette ETE démontrant l'impossibilité de procéder à une mise en circuit fermé totale des eaux de refroidissement est à <u>produire sous 6 mois</u>. Il est précisé que la production des attendus étayés* d'une telle étude peut ne pas nécessiter d'externalisation.</p> <p><i>*notamment par : description et caractéristiques des parties de process consommatrices ; débits (nominal et maximum), consommations cumulées et qualité des volumes d'eau en entrée/sortie ; installation principale de pompage et impacts de l'unité de secours ; alternatives, faisabilités techniques et leurs incidences ; volet économique, avec examen des alternatives envisagées.</i></p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p> </p></p></p>

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2010, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Rubrique nomenclature
Point de contrôle déjà contrôlé : Inspection du 19/04/2018 - Constat n°2
Prescription contrôlée : Cf. tableau des rubriques mettant à jour l'AP d'Autorisation de 2007.
<p>Constats :</p> <p>La quantité d'oxyde de Nickel (350 Kg) présente sur le site continue de diminuer (<i>nota</i> pour mémoire, 400 kg déclarés par courrier de juillet 2019 et 470 kg par courrier du 17/12/2018). Contrairement à ce qui était envisagé en 2018, ces quantités restantes n'ont pas été, et ne seront pas, reprises par revente au fournisseur, mais utilisées selon un rythme réduit en fonction de la production de frites.</p>
<p>Observations :</p> <p>La rubrique 1150, mentionnée à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 353/DDPP/10 du 31 mai 2010, a été supprimée par Décret n°2014-285 du 3 mars 2014 au 1er juin 2015. La nouvelle rubrique créée correspondante (4711 "<i>Composés de nickel sous forme pulvérulente inhalable : monoxyde de nickel, dioxyde de nickel, sulfure de nickel, disulfure de trinickel, trioxyde de dinickel</i>") prévoit un classement sous le régime de l'Autorisation pour des quantités susceptibles d'être présentes dans l'installation supérieures ou égales à 200 kg.</p> <p>Suite à l'abandon de l'hypothèse d'une reprise par le fournisseur des quantités supérieures au seuil du régime de Déclaration, et considérant l'année 2025 comme année prévisionnelle de bascule en-deçà de 200 Kg, il est demandé à l'exploitant de <u>se positionner sous 1 mois</u> au titre de la rubrique 4711 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur le régime à prendre en compte pour la mise à jour de son arrêté préfectoral concernant cette rubrique ; - au regard des dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 30/10/07 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous « <i>l'une ou plusieurs des rubriques nos 4707, 4711, 4717, 4723, 4724, 4726, 4728, 4729, 4730, 4732 ou 4733</i> » ; son périmètre d'application est précisé par son article 2 qui prévoit : "<i>Les dispositions de l'annexe I sont applicables aux installations déclarées postérieurement à la date de publication du présent arrêté au Journal officiel augmentée de quatre mois. Les dispositions de cette annexe sont applicables aux installations existantes, déclarées avant la date de publication du présent arrêté au Journal officiel augmentée de quatre mois, dans les conditions précisées en annexe V. Les prescriptions auxquelles les installations existantes sont déjà soumises demeurent applicables jusqu'à l'entrée en vigueur de ces dispositions. Les dispositions de l'annexe I sont également applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation</i>".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/05/2010, article 4
Thème(s) : Risques chroniques - cohérence des débits au point de mesure
Point de contrôle déjà contrôlé : Inspection du 19/04/2018 - Constat n°3
Prescription contrôlée : Article modifiant le tableau de surveillance des rejets de l'AP de 2007.
Constats : Les contrôles réalisés en 2018 et 2021 amènent à des résultats de mesures de débits relevés respectivement à 27 400 m ³ /h et 12 800 m ³ /h sur le conduit 1. Quels que soit les ateliers (verre soufflé ou frites) ou leur cumul (verre soufflé et frites), ces valeurs de débits sont largement supérieures à celles mentionnées à l'article 4 de l'arrêté complémentaire de 2010 (respectivement 3000, 3300 et 6300 m ³ /h), sans que les échanges en cours d'inspection ne permettent d'expliquer ce différentiel notable.
Observations : Il est attendu, <u>sous un mois</u> , un retour commenté de l'exploitant sur ces valeurs constatées de débits en considérant : <ul style="list-style-type: none"> - les éléments présents dans ses dossiers d'autorisation d'origine et complémentaire le cas échéant ; - la localisation des points de prélèvement utilisés au regard de ceux correspondant aux points prescrits ; - l'incidence de l'installation de traitement sur les débits amont/aval. En plus des éléments d'explication précités, il devra être indiqué en conclusion la nécessité ou non de procéder à un porter à connaissance des modifications d'exploitation étant donné leurs conséquences éventuelles sur les hypothèses et calculs de l'évaluation des risques sanitaires déposée initialement dans le dossier.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Autosurveillance Eaux

N° 5 : Gestion et stockage de déchets – eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2007, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de ruissellement
Point de contrôle déjà contrôlé : Inspection du 19/04/2018 - Constat n°5
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les conditions de stockage temporaire pour refroidissement des creusets sur une surface enrobée extérieure non couverte n'appellent pas de remarque particulière s'agissant des écoulements des eaux météoriques en contact avec une matrice qualifiable d'inerte et non lixiviable.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Conditions de stockage des produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2007, article 7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Inspection du 19/04/2018 - Observation complémentaire
Prescription contrôlée : Cf. article 7.5.3 pour les rétentions. ; 7.5.5 pour les produits incomptables et 7.5.6 au titre des zones inondables.
Constats : Parmi le locaux visités sur site, il est relevé : - l'absence de stockage de produits aux conditions de rétentions non conformes (art 7.5.3) ; - des modalités de stockage prenant en compte le critère de compatibilité des produits (art. 7.5.5) ; - la relocalisation du point de stockage principal des produits du site en rez-de-chaussée en point haut du site ; ce point est dotée d'une structure métallique grillagée permettant de retenir les contenants en cas de montée des eaux. L'exploitant est en capacité de tenir à disposition des services d'incendie et de secours l'état des stocks de produits présents sur site et leur localisation (local principal de stockage en rez-de-chaussée ; point secondaire au 1er étage de préparation de mélanges).
Observations : Les consignes relatives au rangement des produits chimiques sont à rappeler périodiquement ; notamment, les stockages temporaires doivent être limités aux besoins courants de production.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Gestion du risque accidentel - consignes générales d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/10/2007, article 7.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, Révision POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.
Constats : L'exploitant a réalisé à son initiative un POI bien que n'y étant pas soumis <i>stricto sensu</i> ; ce document permet, de fait, de répondre aux prescriptions tirées de l'article 7.6.5 relatif aux consignes générales d'intervention en cas d'accident. La version actuelle de 2016-2017 est en cours de révision afin de mettre à jour et compléter le POI. Il est précisé que le SDIS dispose maintenant d'un accès facilité au site (clé) et qu'une matérialisation a été réalisée à son attention concernant la prise d'eau en direct sur le château d'eau.
Observations : Une copie de la version révisée du POI sera <u>adressée à l'inspection dès sa finalisation</u> , en synthétisant dans un courrier d'accompagnement les points ayant fait l'objet de modification ou d'ajouts.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet